

Nous ne tirons aucun profit supplémentaire de la hausse du prix du sucre

-Redpath

par Michel ROESLER

Les industries Redpath Ltee, l'un des trois grands du sucre au Canada, craignent que la hausse continue de cette denrée, en réduisant la consommation, engendre des risques financiers considérables et nuise à l'industrie sucrière canadienne.

C'est ce qu'a déclaré hier, au cours d'une conférence de presse à Montréal, M. Neil Shaw, président des Industries Redpath Ltee.

Cette importante raffinerie "canadienne", dont 56 pour cent des actions est contrôlé par le géant du sucre, le groupe britannique Tate & Lyle Ltd., avait convoqué les journalistes pour expliquer que les hausses ahurissantes du prix du sucre, en l'espace d'une année, ne rapportent pas de profits supplémentaires aux industries canadiennes du sucre mais aux producteurs étrangers qui profitent de la rareté de cette denrée pour empêcher des super bénéfices.

"En 1974, notre profit net avant impôt pour le raffinage, excluant les pertes du marché à terme, a déclaré

M. Shaw, se monte à environ un cent par livre."

Aux États-Unis pendant cette même période, les raffineries ont enregistré des profits de deux cents par livre.

Mais selon M. Shaw, le prix du sucre a des chances de baisser. Quand? Cela est difficile à évaluer. C'est pourquoi les raffineries doivent se montrer prudentes dans leurs achats à terme. Comment?

Le raisonnement est le suivant: les fortes poussées à la hausse de cette denrée, entraînent des diminutions de consommation. Au Canada, par exemple où l'on consomme en moyenne 100 livres de sucre annuellement per capita, depuis trois mois environ, on estime que la consommation du sucre a baissé de 10 à 15 pour cent.

Dans des pays moins riches, la baisse de consommation va être plus élevée, la tendance est déjà amorcée, ce qui aura pour effet d'entraîner une diminution des prix.

Ainsi le sucre, sur le marché de gros, qui se vendait récemment 66 cents la livre a reculé à 59 cents au cours des derniers jours.

Cette baisse de prix est attribuable,

selon M. Shaw, à une réaction des consommateurs. Le mouvement pourrait s'accroître.

Aux États-Unis, les associations de consommateurs ont déclenché pour les dix premiers jours de décembre, un boycott général du sucre.

Diminuer la production

Cette réaction du public inquiète les raffineurs. M. Shaw a reconnu hier que si la demande intérieure au Canada continue à baisser, les raffineries devront diminuer leur production.

Au Nouveau-Brunswick, un porte-parole de Atlantic Sugar a déclaré que la raffinerie que cette firme exploite à Saint-Jean pourrait fonctionner seulement quatre jours sur cinq à cause de la diminution de la demande.

Les autres raffineries n'ont pas encore annoncé leurs intentions en cas d'une nouvelle baisse des achats. Cependant, M. Stephen Stachenko, président des Industries Redpath Ltee, a admis, hier, que si la consommation diminuait encore de 10 pour cent (ce qui est possible sinon probable), les raffineries n'auraient pas d'autre choix que de ralentir la production.

Globalement 60 pour cent du sucre consommé au Canada l'est indirectement c'est-à-dire à travers les produits de confiserie, de pâtisserie, les boissons gazeuses et les conserves; les 40 pour cent restant le sont directement par les consommateurs. C'est à ce niveau que l'on remarque la baisse de la demande la plus sensible.

M. Stachenko a vivement nié que ces baisses de production avaient pour but de raréfier le sucre sur le marché de façon à faire rebondir les prix à la suite des baisses que pourrait entraîner un ralentissement de la consommation.

Les représentants de Redpath ont affirmé à maintes reprises qu'ils n'étaient intéressés à la hausse du prix du sucre.

"Ces hausses ne nous rapportent rien, n'ont-ils cessé de répéter. Au contraire, elles entraînent des baisses de consommation qui affaiblissent notre industrie."

En attendant que faire? Redpath est opposé à l'établissement d'un acte canadien du sucre ou une régie pour l'achat du sucre parce que:

1) Les pays non bénéficiaires de ces accords pourraient être contrariés et réagir à d'autres niveaux. En refusant certains de nos produits par exemple.

2) Le consommateur pourrait payer dans l'avenir un prix plus élevé que celui en vigueur à l'échelon mondial.

3) Cet acte serait semblable à celui en vigueur jusqu'au 1er janvier prochain aux États-Unis et qui s'est soldé par un échec des que les prix du sucre ont grimpé.

4) Un acte canadien irait à l'encontre du GARR et des autres accords internationaux.

Le Canada pourrait développer la culture de la betterave sucrière pour parvenir à 20 ou 30 pour cent de ses besoins.

Redpath n'est pas d'accord: à cause d'abord du temps nécessaire à installer une infrastructure sucrière efficace (entre deux et trois ans); ensuite le prix du sucre s'alignerait sur le prix mondial, sauf interventions du gouvernement, et le consommateur n'en tirerait aucun bénéfice particulier. D'autre part, si les prix dimi-

nent, l'industrie betteravière sera obligée de demander des subsides.

Enfin dernière solution: accorder des subsides pour soutenir le prix du sucre durant la période de crise que traversent les pays consommateurs. Redpath y est aussi opposé pour une raison d'ordre économique. En effet, le Canada importe environ un million de tonnes de sucre par année. Amener le prix du sucre raffiné de 70 cents à 60 cents la livre coûterait alors \$220 millions. C'est considérable.

Redpath propose comme solution d'attendre "que l'orage passe et d'appuyer le gouvernement dans son intention de demander la conclusion d'un nouvel accord international sur le sucre".

Répartition du coût d'un paquet de sucre raffiné de cinq livres au 22 novembre 1974:

prix d'achat du sucre brut	\$3,5
raffinage et entreposage	.06
conditionnement	.03
coût de vente et frais administratifs	.07
	\$3,74
profit	.95
prix de vente au détaillant	\$3,79



16/60/000 UPI

L'entrepôt Revere dans le quartier Charlestown de Boston est rempli à craquer de sucre brun-expédié du Brésil. La "matière première" sera lavée et décolorée chimiquement par les raffineries et vendue comme sucre blanc granulé sous des marques de commerce différentes.



16/60/000 UPI

Faute d'avoir pu prévoir la hausse du prix de "tor blanc", les producteurs américains de betterave à sucre ont baissé leur production de 30% l'an dernier. D'Othello (Wash.) d'énormes quantités de betteraves sont expédiées dans les raffineries.

Le Canada détenait \$4 milliards d'eurodollars en 73

L'ÉCONOMIE QUI S'ÉCRIT

LA PRESSE publie aujourd'hui une nouvelle rubrique hebdomadaire: "L'Économie qui s'écrit". A chaque semaine, le chef de la section Économie/Finances, Jean Poulain, analysera un ouvrage qui vient de paraître, un article d'une revue spécialisée ou encore un travail universitaire portant sur l'économie, l'administration, la mise en marché, etc... Cette rubrique permettra aux lecteurs de se réjouir en outre à divers articles qui ont retenu l'attention de l'équipe des pages financières au cours de la semaine.

par Jean POULAIN

Le marché de l'eurodollar, "marché sans maître" et par conséquent sans contrainte, s'est développé de façon spectaculaire à travers le monde; commencé au niveau commercial, il s'est spécialisé presque uniquement dans les transactions financières pratiquement monopolisées par les banques.

Favorisé au départ par la masse de dollars errants provenant des déficits accumulés de la balance américaine des paiements qui recherchait des rendements attractifs, le marché de l'eurodollar s'est de plus en plus gonflé de capitaux américains volontairement sortis de leur marché national.

Car l'un des attraits principaux pour une banque de recevoir des dépôts sur le marché de l'eurodollar est de pouvoir le prêter à cent pour cent. Dans leur cadre national les banques sont astreintes à des réserves obligatoires.

Phénomène nouveau

Pouvoir prêter \$100 sur un dépôt de \$100 permet d'offrir sur le dépôt un intérêt plus rémunérateur que de prêter \$88 sur un dépôt de \$100, comme c'est le cas au Canada.

Le résultat fut que les dollars dis-

ponibles ont afflué sur le marché, centré à Londres, et devinrent une source importante d'approvisionnement pour les entreprises ou les importateurs.

Les banques canadiennes ne tardèrent pas à réaliser la nécessité pour elles de participer à ces opérations, ne serait-ce que pour conserver leur clientèle à la recherche de fonds.

Mais la liberté des mouvements de fonds et la complexité technique des arbitrages et des interventions triangulaires ont rendu difficile une approche réaliste de ce phénomène nouveau qui a eu ces dernières années une influence non négligeable sur la politique monétaire du Canada.

Ce défi de taille a été relevé par M. Luc Parsy, du Département de Sciences économiques de la Faculté des Arts et Sciences de l'Université de Montréal, dans une thèse de maîtrise es sciences (économiques), intitulée: "L'impact du marché de l'eurodollar sur la politique monétaire canadienne".

Cela constitue un énorme travail de chercheur dans la chronologie des événements et de l'évolution d'un marché financier nouveau et sans attache politique, et un remarquable effort de compréhension d'opérations qui défient l'intelligence d'un lecteur profane.

Car non seulement s'agit-il d'opérations courantes, comme les réalisent les banques, mais elles se greffent souvent au marché des changes et aux transactions à terme.

Si la différence du taux d'intérêt quand elle existe entre deux places financières peut aisément permettre de réaliser un profit, encore faut-il transformer les capitaux dont on dispose en devises de celle du pays où l'on veut réaliser l'opération.

Mais lorsque les capitaux sont rapatriés, il est nécessaire de les reconverter dans sa propre monnaie. Dans un tel cas, le risque de change du moment va-t-il faire disparaître l'avantage qu'avait fait

monnaie pour des devises qui s'ajoutent aux réserves de changes canadiennes.

Il est donc nécessaire que plusieurs opérations soient effectuées simultanément: convertir son capital dans la devise demandée et en même temps vendre immédiatement à terme ces devises obtenues "spot" — c'est-à-dire pour livraison immédiate — le terme étant le même pour le prêt effectué et la revente des devises lorsqu'elles sont remboursées par le prêteur.

Ces opérations "d'arbitrages" entre deux places financières doivent finir par aboutir à réaliser un profit qui s'appuie sur le fait que les taux, qu'ils soient pour les changes ou pour les intérêts, ne sont pas absolument uniformes sur toutes les places financières.

L'impact sur la politique canadienne

D'où l'une des conclusions de l'étude: le marché de l'eurodollar conduit à unifier les taux.

Mais là n'est pas l'influence majeure du marché de l'eurodollar: ce que prouve M. Parsy, c'est que les flux monétaires qu'il fait naître à l'activité internationale des banques à charte canadiennes ont considérablement influencé la politique monétaire d'Ottawa, en contrecarrant ou accentuant la hausse ou la baisse de la masse monétaire.

En effet, les eurodollars (c'est-à-dire selon la définition de l'étude: les dépôts en dollars américains effectués par des non-résidents autres qu'Américains) "interviennent sur l'émission interne de monnaie lorsqu'une partie des dollars américains reçus en dépôts par les banques canadiennes sont transformés en monnaie nationale soit par les banques elles-mêmes, soit par les résidents auxquels ces dollars ont été prêtés.

"Il y a alors acquisition de devises par le Fonds des Changes (organisme fédéral pour stabiliser le cours du dollar canadien), d'où augmentation des liquidités bancaires et donc augmentation de la monnaie émise par le système monétaire au profit de l'économie." Autrement dit l'Etat paie avec sa

monnaie pour des devises qui s'ajoutent aux réserves de changes canadiennes.

Comme le constate l'auteur, ces devises étrangères peuvent émaner non seulement des entreprises (surtout exportatrices) mais aussi des gouvernements provinciaux et organismes s'y rattachant (Hydro-Québec par exemple) qui déposent ces fonds étrangers auprès de leurs banques.

Il en résulte que malgré le déficit du Canada avec les États-Unis au niveau de la balance du compte courant, nos réserves de change officielles ont considérablement monté de 1967 à 1972, comme le montre le tableau ci-joint.



Générateurs d'inflation

Outre l'interdépendance qui existe entre les taux d'intérêt, le marché de l'eurodollar, par son effet expansionniste et par l'amplification des mouvements internationaux de capitaux et leur influence sur la masse monétaire interne, peut avoir "une immense potentialité inflationniste".

Selon l'auteur de la thèse, ce marché est accélérateur de créations oisives sans emploi alternatif. Il accélère la vitesse de circulation de la monnaie: pour une masse d'argent donnée, il augmente le volume de crédit qu'elle génère.

D'après Milton Friedman, ce rôle de "multiplicateur de crédit" du marché de l'eurodollar, c'est en fait le "style du comptable" qui est la source principale des eurodollars.

L'importance de la participation canadienne au marché de l'eurodollar n'a cessé de croître: de 818 millions d'avoirs canadiens (engagements britanniques) à Londres en 1967, ils passent à \$3,961 millions en mars 1973.

Pendant le même laps de temps, les réserves canadiennes de change ont augmenté d'un montant parallèle, passant de \$2,300 millions en 1967 à \$6,000 millions en 1972.

La thèse de M. Parsy a le mérite d'avoir fait un ouvrage de pionnier qui a demandé un travail que l'on imagine énorme de débroussaillage dans une jungle où chaque banque organise seule son safari, dans ce qu'il appelle "le marché sans maître".

L'étude se termine en 1973 et peut donc servir d'utile perspective pour le marché nouveau appelé à eclipser celui de l'eurodollar, celui des pétrodollars.

A lire...

Dans la lettre mensuelle (novembre) de la Morgan Guaranty Trust Company, de New York: au moment où les États-Unis font face à la récession depuis la Deuxième Guerre mondiale, les Américains doivent supporter une dette nationale (publique et privée) excédant \$3,000 milliards, soit sept fois plus qu'en 1945 (\$449.8 milliards) et deux fois plus qu'en 1965. "Les dettes à la consommation ont progressé de 42 pour cent entre la fin de 1970 et le milieu de 1974 (incluant les dettes hypothécaires). Au cours de la même période, le revenu personnel après impôt n'a augmenté que de 37 pour cent. Le

résultat: les consommateurs doivent réserver une plus grande part de leur revenu au paiement de leurs dettes. A la mi-année, 2,63 pour cent des emprunts étaient en défaut (le paiement était en retard de 30 jours ou plus) comparativement à 2 pour cent en 1973. Il s'agit là du pourcentage le plus élevé depuis 1950. Au secteur hypothécaire, le pourcentage de retards s'élevait à 4 pour cent, contre 3,8 pour cent en 1973 et 3 pour cent au milieu des années 60.

"Québec 1960-1980 — La crise du développement", éditions Hurtubise HMH (4e trimestre 1973); pour les affamés de plans quinquennaux et de contrôle du développement à long terme, Gabriel Gagnon et Luc Martin viennent de compléter une anthologie de textes sur les multiples expériences de planification au Québec, sur les programmes économiques et politiques mis de l'avant aussi bien par le Parti québécois que par un groupe dirigé par Pierre Elliott Trudeau au printemps 1964 (le fameux manifeste de Cité-Libre pour une "politique fonctionnelle"), par le Bureau d'aménagement de l'Est du Québec ou encore sur le mouvement coopératif québécois.

"Future Trends in Employee Benefits", par le Conference Board in Canada, septembre 1974; il s'agit d'un relevé des principaux débats tenus au cours d'un symposium qui eut lieu en avril dernier à Toronto. Au nombre des faits saillants figure l'évolution des bénéfices marginaux offerts aux employés dans l'industrie canadienne: de 1953 à 1971, la part des bénéfices marginaux du total des masses salariales d'une centaine des plus grosses entreprises a progressé de 15,1 pour cent à 29 pour cent. La hausse la plus phénoménale a été enregistrée dans le secteur des produits chimiques et de leurs dérivés où la portion des bénéfices marginaux est passée de 13 à 36,6 pour cent, comparativement au secteur du textile et de la chaussure où cette portion a grimpé de 13,7 à 24,6 pour cent.

La SCHL n'a plus d'argent à prêter aux futurs acheteurs de maison mobile

par Jean-Paul SOULIE

Au moment où le prix du bois de construction est relativement bas, où le dernier budget prévoit l'élimination de la taxe sur le matériel de construction et une réduction de la taxe de vente de 12 pour cent à 5 pour cent, les manufacturiers de maisons usinées, modulaires ou mobiles, traversent une bien mauvaise passe et le consommateur ne profitera guère de tant de bonnes nouvelles.

Et pourtant, ce ne sont pas les clients qui manquent. Mais depuis le 26 septembre

dernier, il n'y a plus d'argent disponible à la Société centrale d'hypothèques et de logement pour les prêts aux acheteurs éventuels. Depuis la même date, les fabricants de maisons usinées ont mis à pied plus de la moitié de leur personnel. La Centrale des Syndicats démocratiques a évalué hier à 2.000 le nombre des ouvriers temporairement sans travail dans l'industrie de la maison usinée, modulaire ou mobile.

"Si le gouvernement fédéral décidait de faire débiter des fonds par la Société Centrale d'Hypothèques et de

Logement, nous pourrions fabriquer des maisons 10 pour cent moins chères". En attendant, explique M. Roger Laporte, de la compagnie Delvita, qui fabrique des maisons modulaires à Ste-Julie, depuis le mois de septembre dernier, la compagnie a mis à pied au moins 30 pour cent de son personnel de production.

Chez Desourdy, la situation est la même: 175 personnes travaillent encore, mais depuis que la SCHL a annoncé, le 26 septembre dernier, que ses tiroirs étaient à sec, 175 ont été mises à pied. M. Jac-

ques Lecomte, vice-président des Entreprises Desourdy espère, comme tout le monde dans l'industrie de la construction en usine, que le gouvernement fédéral se décidera enfin, en janvier, à débiter les crédits. Alors seulement les 175 chômeurs retrouveront leurs emplois.

Comme ses deux principaux concurrents, Les Constructions Latendresse Inc. ont dû mettre à pied 140 hommes depuis le mois de septembre. Au Québec, Latendresse, Desourdy et Delvita sont les trois principaux fabricants de maisons modu-

lares. "A nous trois nous représentons environ 80 pour cent de la production québécoise dans notre secteur, dit M. Rosaire Latendresse. Mais pour beaucoup de petits fabricants qui produisaient deux maisons par semaine, réduire leur activité de moitié ne signifie plus rien: il vaut mieux fermer les portes".

A Ville LaSalle, la compagnie Atco, très active dans la construction industrielle et commerciale à travers le monde n'échappe pas à la pénurie de prêts hypothécaire et aux effets néfastes des taux d'intérêt élevés. Atco fabrique également des maisons mobiles, et ce département employait une centaine de personnes. La moitié ont été remerciées depuis septembre.

Les plus durement touchés par les taux d'intérêts très

élevés sont les constructeurs de maisons mobiles. Ces maisons sont fabriquées en usine, mais ne s'installent pas sur des fondations de béton comme les maisons modulaires. Elles n'ont ni cave, ni sous-sol, et leur construction ne répond pas aux normes de la Société centrale d'hypothèques et de logement. La difficulté d'obtenir des prêts des banques ou des organismes de crédit et les taux d'intérêt très élevés ont pratiquement obligé les industriels à vider leurs usines.

La CSD réclame du gouvernement provincial que la loi soit amendée pour faire accéder les maisons mobiles au financement officiel. Même lorsque la SCHL remettra de l'argent à la disposition des acheteurs de maisons unifamiliales, les fabricants de maisons mobiles seront toujours aux prises avec les taux d'intérêt prohibitifs.

Papier journal: le plafond n'est pas encore atteint

par Lionel DESJARDINS

Les prix du papier journal ne sont pas prêts de plafonner malgré les protestations des consommateurs.

Les journaux et imprimeries québécoises se plaignent que les hausses répétées des prix du papier menacent la rentabilité de leurs entreprises. L'avenir est aussi sombre.

On peut comprendre l'exaspération des consommateurs de papier, les prix du papier journal montent plus rapidement que le taux de l'inflation. Seulement depuis cet été, le prix du papier est passé de \$204 la tonne à \$224, en septembre et la prochaine hausse en janvier le fera passer à \$246, soit une hausse de 20 pour cent en moins de six mois. En un an, les prix du papier ont augmenté de plus de 45 pour cent.

Les hausses devraient se maintenir puisque les producteurs jugent encore les prix trop bas pour leur as-

surer un rendement intéressant.

Le prix satisfaisant, estimé par plusieurs dirigeants d'entreprises de pâtes et papiers, serait aux environs de \$300 la tonne. Mais leurs évaluations pourraient encore changer à la hausse au cours des prochains mois à cause de l'inflation.

Entre-temps, les producteurs investissent peu pour augmenter leur production, alléguant le manque de capitaux. D'ici 1976, la capacité de production ne devrait augmenter que de cinq pour cent, estime l'Association canadienne des pâtes et papiers. Cette augmentation ne devrait pas permettre à rééquilibrer l'offre et la demande.

PRIX DU PAPIER JOURNAL (la tonne)

	Canada	Etats-Unis
Prix moyen en septembre	\$226	\$224
Prix annoncés pour janvier	251,15	259,45
Price	251	260
Domtar	246	210
Canol. Bathurst	246	259,66
Abitibi	244	270
Bowater	244	270
MacMillan Bloedel	246	260
— Est	265	280
— Ouest	265	280
Canad. Int. Paper	—	249
Anglo-Canadian	—	260

Cette annonce ne doit pas être interprétée comme une offre publique dans aucune des provinces du Canada à moins que le dépôt d'un prospectus à cet effet ait été accepté par une commission des valeurs mobilières ou autre autorité similaire dans cette province.

Nouvelle émission

\$25,000,000

SOCIÉTÉ DE CRÉDIT T. EATON LIMITÉE

Débitures à fonds d'amortissement 10 5/8% (non garanties)

Datees du 2 janvier 1975 Échéant le 15 janvier 1995

Option d'échéance anticipée

Le détenteur de toute débiteure peut demander que cette débiteure vienne à échéance le 15 janvier 1985. Une telle option ne peut être exercée qu'après le 15 janvier 1984 et avant le 15 juillet 1984.

Prix: 100 plus les intérêts courus

L'offre n'est faite que par l'intermédiaire du prospectus dont on peut se procurer des exemplaires auprès du soussigné.

DOMINION SECURITIES CORPORATION HARRIS & ASSOCIÉS LIMITÉE

TORONTO MONTREAL NEW YORK LONDRES PARIS, FRANCE HONG KONG
WINNIPEG CALGARY VANCOUVER HALIFAX SAINT JOHN MONCTON QUÉBEC SHERBROOKE
TROIS-RIVIÈRES ST-HYACINTHE OTTAWA PETERBOROUGH OSHAWA HAMILTON ST. CATHARINES
BRANTFORD KITCHENER LONDON NORTH BAY THUNDER BAY EDMONTON VICTORIA

Novembre 1974

NOMINATION À LA STELCO



BRIAN W. ARTHUR
La nomination de Brian W. Arthur au poste de Directeur général adjoint, commercialisation, région de l'Est, a été annoncée par E. D. Ramsay, Directeur général, commercialisation, région de l'Est. Monsieur Arthur occupait antérieurement à Hamilton le poste de Directeur, vente de tôles fortes de la Stelco.

COLLOQUE
Vendredi 6 décembre
13:30h à 18h
Hôtel Bonaventure, MONTREAL




M. GUY ST-PIERRE
ministre de l'Industrie et du Commerce

Ce colloque s'adresse particulièrement aux chefs des entreprises industrielles de moins de 500 employés, qui pourront dialoguer avec le ministre au sujet d'une politique favorisant leur développement.

Frais de participation \$20.00
On est prie de s'inscrire en appelant

LE CENTRE DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE
526-2874



LA PRESSE VOUS OFFRE LE MEILLEUR CHOIX DE CARRIÈRES ET PROFESSIONS TOUTS LES JOURS DE LA SEMAINE.

la presse

DINERS D'AFFAIRES

La Saulaie


Restaurant des gourmets Boucherville
sur les rives du Saint-Laurent

Reservations 655-0434 655-5664

Cette annonce ne doit pas être interprétée comme une offre publique des titres mentionnés ci-dessous dans aucune des provinces du Canada.

Nouvelle émission

\$75,000,000



BANQUE CANADIENNE IMPÉRIALE DE COMMERCE

Débitures 9 3/4%

Date d'émission: le 2 janvier 1975 Date d'échéance: le 2 janvier 1995

Option d'échéance anticipée

Le détenteur de toute Débiteure peut demander que cette Débiteure vienne à échéance le 2 janvier 1985. Ce choix ne peut être fait qu'après le 2 janvier 1984 et avant le 2 juillet 1984.

PRIX: 100 plus les intérêts courus

On peut se procurer des copies de la circulaire d'offre auprès des soussignés et d'autres courtiers qui peuvent légalement offrir ces titres dans cette province.

Dominion Securities Corporation Harris & Associés Limitée

Richardson Securities of Canada	Wood Gundy Limitée	A. E. Ames & Cie Limitée
Greenfields Incorporée	McLeod, Young, Weir & Cie Limitée	Burns Bros. and Denton Limited
Nesbitt Thomson Valeurs Limitée	Pitfield, Mackay, Ross & Compagnie Limitée	Fry Mills Spence Limitée
Merrill Lynch, Royal Securities Limitée	Midland Doherty Limitée	Bell Gouinlock & Compagnie, Limitée
Walwyn, Stodgell & Gairdner Ltd.	Cochran Murray Limited	Equitable Securities Limited
Bankers Securities of Canada Limited	Burgess Graham Securities Limited	Crag & Ostiguy Inc.
Casgrain & Compagnie Limitée	Lévesque, Beauhien Inc.	T. A. Richardson & Co. Limited
Wills, Bickle & Company Limited	Bongard, Leslie & Co. Ltd.	Davidson Partners Limited
C. J. Hodgson Securities Ltd.	Pemberton Securities Limited	Odlum Brown & T. B. Read Ltd.
Houston, Willoughby and Company Limited	Cornell, MacGillivray Limited	Scotia Bond Company Limited
Wisener & Partners Company Limited	Brawley Cathers Limited	Moss, Lawson & Co. Limited
Draper Dobie & Company Ltd.	John C. L. Allen Limited	Andras, Bartlett, Cayley Ltée
John Graham & Company Limited	René T. Leclerc Incorporée	Geoffrion, Robert & Gélinas Ltée
Tassé & Associés, Ltée	Mead & Cie Limitée	R. A. Daly & Compagnie Limitée
F. H. Deacon & Company Limited	Edward Glasgow & Co. Ltd.	McLean, McCarthy & Company Limited
Cliche & Associés Ltée	Brault, Guy, O'Brien Inc.	Molson, Rousseau & Cie Limitée
	A. E. Osler, Gendron Ltée	

Novembre, 1974

\$ x pi²

Une ville dans la ville. 60,000 passants par jour et une vie diurne et nocturne qui ne s'arrête jamais.

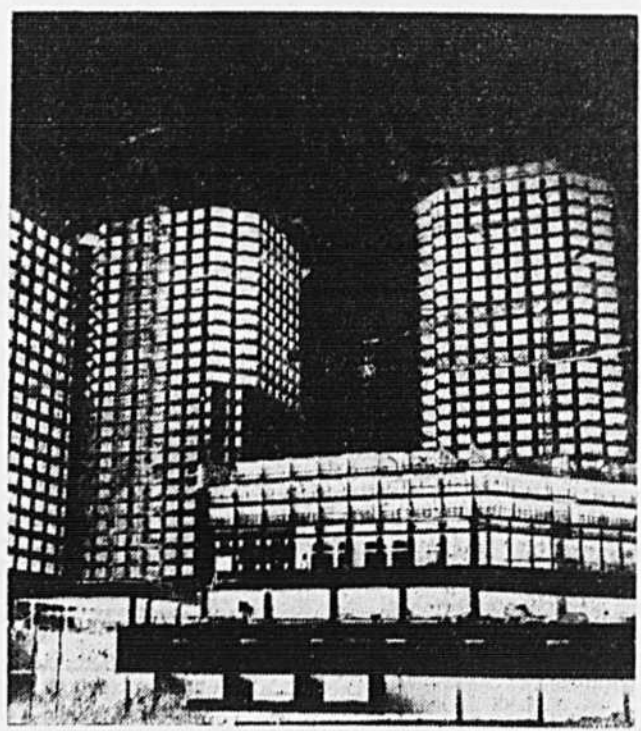
Des installations ultra modernes et ultra fonctionnelles, tels des ascenseurs qui nécessitent un temps d'attente moyen de 30 secondes seulement.

Une surface locative sans colonnes, utilisable à plus de 90%.

Un loyer au pied carré moins cher que celui des autres édifices prestigieux. \$ x pi² = \$

Le Complexe Desjardins vous offre plus pour votre argent.

Renseignez-vous sur les avantages exceptionnels d'une location au Complexe Desjardins en composant (514) 871-1551 ou en consultant votre courtier.



le complexe Desjardins
montréal, au coeur du nouveau centre-ville

L'énergie devant la cour



Si la crise de l'énergie a profité à l'ensemble de l'industrie du pétrole, du charbon, du gaz, de l'électricité et de l'uranium, en comblant les formidables écarts de prix qui persistaient entre ces diverses denrées depuis 1945, cet événement a également bénéficié à l'ensemble de la profession des juristes au Canada. Il n'y a guère de semaines ou, pour assurer aux Canadiens un revenu (sous forme de redevances ou "royalties") équitable sur l'explo-

tation de leurs ressources ou un ravitaillement à long terme, un énoncé politique d'Ottawa ou des provinces ne soulève de contestations légales. La maison de courtoisie Brault, Guy, O'Brien Inc. de Montréal, publie depuis la mi-septembre un service qui permettra désormais aux investisseurs de suivre l'évolution des multiples disputes référées aux tribunaux à travers le pays. Ce tableau a été mis à jour par LA PRESSE.

Office national de l'énergie

CAUSES

Phase deux pour définir les politiques de rendement, de taxes différées, de dépréciation accélérée et de tarifs du transporteur TransCanada PipeLines à l'égard des détaillants québécois et ontariens.

Augmentation des tarifs de TransCanada PipeLines pour tenir compte de la hausse des prix à la tête des puits.

Définition des tarifs de transport du gaz naturel par TransCanada PipeLines pour Consolidated Natural Gas, Saskatchewan Power, Greater Winnipeg et Gaz Métropolitain.

Évaluation de l'offre et de la demande de gaz naturel au Canada (le Canada exporte un peu moins de la moitié de sa production de gaz naturel aux États-Unis actuellement).

Soumission par TransCanada pour inclure dans ses coûts de production les dépenses découlant d'un projet de recherche pour gazéifier le charbon.

Construction d'un gazoduc entre l'Arctique canadien et le sud du pays (projet de Canadian Arctic Gas Pipeline Ltd.).

Prolongement du pipeline interprovincial jusqu'à Montréal.

Évaluation de l'offre et de la demande de pétrole au Canada.

Exportation d'éthylène (dérivé pétrochimique du naphte ou de l'éthane) par Dow Chemicals et Dome Petroleum.

Prix d'exportation du gaz naturel.

JUGEMENT

Les audiences publiques auront lieu cet automne.

L'Office a approuvé une hausse de 22 cents par mille pieds cubes (mpc).

Les audiences publiques devraient commencer bientôt puisque les nouveaux tarifs s'appliqueront aux expéditions débutant le 1^{er} novembre.

Les audiences ont commencé à Calgary le 13 novembre (elles auront également lieu les 9 et 10 janvier à Québec); ces audiences seront capitales pour tout le Canada puisqu'elles conditionneront les futurs approvisionnements de gaz naturel et fixeront l'échelle des exportations sur le marché américain. Fait à noter, l'Alberta n'a soumis aucun mémoire à l'occasion de ces audiences (plus de 50 mémoires ont déjà été soumis).

Aucune date n'a encore été fixée pour les audiences publiques; toutefois, le jugement sera important puisqu'il établira une nouvelle politique fédérale en matière de transmission de coûts de production de gaz synthétique, à l'exclusion de son transport.

Aucune échéance n'a été fixée pour les audiences, puisque le consortium n'a pas encore dévoilé toutes les informations requises par l'ONE, notamment au chapitre des réserves prouvées de gaz; tout le dossier devrait être rendu public d'ici la fin de l'année.

Les audiences ont été reportées, à la demande du transporteur (contrôlé notamment par Imperial Oil) jusqu'au moment où l'ONE aura défini les quantités disponibles de pétrole pour les besoins futurs du Canada.

Les audiences sont terminées et le ministre de l'Énergie, Donald S. Macdonald, a proposé le 22 novembre de réduire les exportations du tiers d'ici juillet 1975 et d'éliminer graduellement ces ventes d'ici 1982.

Les audiences publiques sont terminées mais l'ONE n'annoncera pas sa décision avant que la Cour fédérale d'appel n'ait émis un jugement sur le recours de Dow Chemicals et Dome Petroleum. Si l'appel est rejeté, une nouvelle soumission devra être présentée par les deux entreprises à l'ONE.

L'ONE a recommandé à Ottawa d'imposer un prix de \$1 les mille pieds cubes pour les ventes de gaz aux États-Unis à compter de janvier prochain; le prix à la tête des puits serait alors \$0.80 par mpc. Une augmentation annuelle de 20 cents par mille pieds cubes (mpc) a en outre été proposée par l'Office durant les trois prochaines années. Ottawa a adopté la première formule mais rejete pour le moment la proposition d'augmentation annuelle.

Cour fédérale du Canada

(ex-Cour de l'Échiquier)

Appel de Dow Chemicals et Dome Petroleum contre une décision de la Cour fédérale obligeant l'ONE à tenir des audiences publiques sur le projet Dome-Dow.

Le dossier est maintenant à la division d'appel de la Cour fédérale.

Commission Berger des Affaires indiennes et du Grand Nord

Dirigée par le juge Berger, la commission a le mandat de recommander les conditions d'aménagement du gazoduc de Canadian Arctic Gas le long du Mackenzie.

Les audiences publiques ne débiteront que l'an prochain, mais la commission a déjà fixé les conditions dans lesquelles la soumission de Canadian Arctic Gas devrait être faite.

Régie du gaz et de l'électricité

(Québec)

Fusion entre Gaz Métropolitain et Gaz du Québec.

Les audiences publiques reprendront sous peu puisque les deux entreprises, toutes deux liées à Northern & Central Gas Corp., ont modifié leur projet original.

Hausse du taux de rendement de Gaz Métropolitain.

Les audiences publiques devraient commencer cet automne.

Hausse des tarifs réclamée par Gaz Métropolitain pour absorber l'augmentation des prix du gaz qui lui est livré.

La soumission vient d'être déposée et on s'attend à une décision de la Régie en moins de deux semaines. La requête résulte directement de la hausse des prix autorisée par l'ONE à TransCanada Pipe Lines Co. Ltd.

Ontario Energy Board

Hausse du taux de rendement de Consumer's Gas et relèvement des tarifs.

Le taux de rendement sera de 9,35 pour cent, tel que décidé en juillet dernier; quant aux tarifs, des audiences publiques ont débuté le 12 novembre.

Hausse du taux de rendement d'Union Gas et relèvement des tarifs. L'entreprise a en outre demandé une augmentation de prix de 45 pour cent à compter de janvier dans le sud-ouest de la province, toutefois, Hamilton, Waterloo, Guelph et Owen Sound, payant déjà plus cher, subiraient une hausse de 20% seulement.

Le taux de rendement sera de 9,6 pour cent et la compagnie s'attend à ce que les audiences publiques sur les tarifs commencent au début de décembre.

Hausse du taux de rendement de Northern & Central Gas (société-mère de Gaz Métro) et relèvement des tarifs.

Les audiences commenceront le 26 novembre et porteront sur le taux de rendement.

Alberta Energy Resources Conservation Board

Taux de production des puits de pétrole en Alberta. Ce rapport sera capital pour fixer le rythme d'exportation de pétrole brut aux États-Unis, tel que défini dans la nouvelle politique fédérale.

Le Board prépare un rapport qui pourrait mener à une baisse du rythme quotidien de production pétrolière.

Revision des prix du gaz à la tête des puits albertains.

Le Board a déjà insisté pour que la moyenne des prix du gaz naturel atteigne 50 cents les mille pieds cubes (mpc) à compter du 30 juin 1974 et de 60 à 75 cents par mpc par la suite.

Besoins et disponibilités de gaz naturel en Alberta.

Les audiences publiques ont été complétées et le Board devrait publier son rapport incessamment.

Requête déposée par Amoco pour extraire du gaz propane afin de respecter un contrat actuellement en vigueur.

Les audiences publiques ont débuté le 8 octobre.

Requête par Pan Canadian et Tyles Corp. d'un permis de développement industriel pour construire une usine d'ammoniac anhydre.

Les audiences publiques sont terminées mais le Board n'émettra pas de jugement tant que les audiences concernant la requête d'Alberta Ammonia Ltd. n'auront pas été complétées.

Requête par l'Alberta Ammonia Ltd. d'un permis de développement industriel pour construire une usine d'ammoniac anhydre en Alberta.

Les audiences publiques ont été suspendues pour une courte période.

Alberta Public Utilities Board

Calgary Power Ltd. réclame une hausse de tarifs de 17,6% avec application interimaire à compter du 1^{er} décembre.

Les audiences publiques débiteront le 3 mars.

Définition des tarifs pour la vente de gaz propane en Alberta.

Les audiences publiques devraient commencer cet automne.

Contingentement des livraisons de propane en Alberta.

La régie, au terme d'audiences publiques commencées le 10 octobre, a mis en vigueur un programme de contrôle volontaire et maintient le gel des prix à 10,5 cents aux producteurs.

Cour du banc de la Reine

(Saskatchewan)

Action entreprise par Canadian Industrial Gas & Oil (filiale de Northern & Central qui est appelée à se fusionner avec la société-mère) pour contester la politique de redevances de la province.

Le jugement devrait être émis incessamment.

Nova Scotia Public Utilities Board

Requête soumise par les détaillants d'essence pour uniformiser les prix dans la province.

Les audiences publiques ont été ajournées au 10 décembre.

ECOM
 Vous servir est un plaisir!
 Personnel à temps partiel.
ECOM
 Service d'affaires Ltée
 935-6314

hec
MANAGEMENT et DIRECTION
DES ENTREPRISES
 PROGRAMME POUR CADRES SUPÉRIEURS
 6 mardis: 18 à 22 h.
 4 vendredis: 18 à 22 h.
 4 samedis: 9 à 16 h.
 DU 7 FEVRIER AU 22 MARS 1975
THÈMES
 • L'entreprise dans son milieu socio-économique.
 • Direction et organisation des entreprises.
 • Dynamique de l'entreprise dans son environnement.
 • La gestion du temps.
 • Leadership et style de gestion.
 • Innovation et créativité dans l'entreprise.
 • Orientation de l'entreprise et planification à long terme.
 DATE LIMITE D'INSCRIPTION: le 24 janvier 1975
 RENSEIGNEMENTS: (514) 343-4497
 CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT EN ADMINISTRATION
 École des Hautes Études Commerciales
 5255, avenue Decelles, Montréal H3T 1V6

Eaton

Êtes-vous l'homme occupé qui veut faire rapidement son magasinage de Noël? Laissez les hôtesses de la boutique P.H.S. (Pour hommes seulement) s'en occuper

Monsieur — la boutique Pour Hommes Seulement, chez Eaton, a été conçue dans le seul but d'être un service de magasinage de Noël pour vous! C'est notre façon de vous aider à faire vos achats de Noël. Venez nous voir avec la liste des personnes à qui vous voulez faire un cadeau et vous détendre en sirotant un bon café.

Pendant ce temps, une de nos hôtesses vous aide: elle examine votre liste avec vous... puis s'occupe de tout, du choix des cadeaux jusqu'à l'emballage et à la livraison. Et, comme nous voulons vraiment que vous profitiez de ce service, nous vous l'offrons sans frais supplémentaires! Notre boutique ouvrira demain, samedi, le 30 novembre. Pour Hommes Seulement.

Nous sommes exclusivement au magasin du Centre-ville, au deuxième étage, près de la boutique Adam. Venez nous voir ou téléphonez-nous à:

842-9331, postes 1418, 1419 ou 1420.

Magasinez tôt, vous aurez un meilleur choix. Et n'oubliez pas votre liste de noms et de tailles. (essentielles si vous offrez des vêtements ou des accessoires-mode).

Joyeux Noël!

EATON

PERFORMANCES

Isuzu Motors relève ses prix

Les camions et autobus de marque Isuzu coûteront désormais 13,6 pour cent plus cher à compter d'aujourd'hui; toutefois, le prix des voitures ne sera pas affecté par cette nouvelle politique. Les camions et bus japonais d'Isuzu représentent 40 pour cent des ventes de l'entreprise.

CIGOL perd sa cause en Saskatchewan

La Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan (voir tableau en page F-3) a rejeté hier une cause mise de l'avant par une société soeur de Gaz Métropolitain de Montréal, la Canadian Industrial Gas & Oil Ltd. (Cigol est une filiale, comme Gaz Métro, de Northern & Central Gas Corp. Ltd., de Toronto) pour contester la législation fiscale de la province. La loi 42, adoptée en décembre 1973, prévoyait une redevance équivalente à 100 pour cent de la différence du prix pétrolier fixé par la province et du prix de l'or noir

sur le marché canadien. Même si l'entreprise songe sérieusement à aller en appel, le premier ministre de la province, M. Allan Blakeney, a affirmé que la loi n'avait rien d'anti-constitutionnel et qu'elle consacrait le droit de la Saskatchewan de tirer le maximum de revenus de l'exploitation de ses ressources. L'avocat de Cigol, à Calgary, a déclaré de son côté qu'une victoire légale de l'entreprise aurait entraîné des revenus additionnels de 30 à 40 cents par baril. La Saskatchewan est le deuxième plus gros producteur de pétrole au Canada derrière l'Alberta.

Esso Imperial corrige ses profits

Après Texaco et Gulf Oil, voici qu'Esso Imperial a déboilé hier l'impact qu'entraînerait l'adoption du budget Turner sur ses profits des neuf premiers mois de l'année. Les profits diminuèrent de 537 millions ou 28 cents par action à 215 millions ou \$1,65 par action. La diminution vient surtout des mesures budgétaires qui éliminent toute déduction des redevances versées aux provinces. Cette réduction s'applique sur

les activités de l'entreprise pour les cinq mois de mai à septembre.

Metropolitan Trust crée une filiale hypothécaire

Metropolitan Trust de Toronto a révélé hier la création d'une filiale de financement hypothécaire, la CDI Financial Corp., avec un capital autorisé de \$4 millions. Cette filiale ne sera pas contrôlée toutefois entièrement par Metropolitan Trust. Dès que le fiduciaire torontois, dont les actifs sous gestion s'élevaient au 31 décembre dernier à \$654 millions, aura obtenu le feu vert des autorités canadiennes et américaines, la Manufacturers National Bank, de Détroit, prendra une participation dans CDI Financial Corp. La banque de Détroit contrôle déjà 10 pour cent du Metropolitan Trust et voudrait participer à la nouvelle filiale par le biais de la Manufacturers Detroit International Corp., une autre de ses filiales. D'après Metropolitan Trust, CDI se serait déjà engagé pour \$2,7 millions.

Baisse des nouvelles commandes au Canada

L'Association canadienne de gestion des achats a révélé hier que 28 pour cent de compagnies canadiennes affichaient une baisse dans leurs nouvelles commandes, tandis que 26 pour cent seulement notaient une hausse. Il n'y

aurait eu aucun changement dans le cas des autres entreprises interrogées. Par contre, 32 pour cent des sociétés interrogées déclarent une hausse de la production, contre un ralentissement dans 23 pour cent des cas.

Les producteurs de café préparent notre fête...

Les ministres des Finances de la Colombie et du Brésil semblent nous préparer des hausses de prix du café. Ils viennent en effet d'établir une stratégie commune pour "stabiliser" le prix du café et renouveler le pacte mondial du café des producteurs et des consommateurs. Les ministres se sont entendus pour redoubler d'efforts en vue du renouvellement du pacte. Ils ont de plus exprimé l'espoir que les Etats-Unis y participeront. Mais jusqu'ici, les Américains se sont montrés réticents.

Hausse de taux

Ford Motor Credit Co. of Canada a augmenté de 1-p. cent à 10½ p. cent le taux d'intérêt qu'elle paie sur les papiers commerciaux de 30 à 59 jours.

Au plus haut niveau en 40 mois

Les importations d'acier des Etats-Unis en octobre ont grimpé à leur plus haut niveau en 40 mois. Les usines étrangères ont en effet exporté 2,1 millions de tonnes d'acier aux Etats-Unis au

cours du mois d'octobre, soit une hausse de 821,000 tonnes sur les expéditions de septembre. Ces statistiques indiquent que les importations totales d'acier des Etats-Unis en 1974 pourraient dépasser considérablement les 15,1 millions de tonnes de l'an dernier.

Les compagnies pétrolières s'en tireront quand même

L'industrie du pétrole et du gaz de l'Alberta augmentera ses revenus cette année d'environ \$100 millions malgré les mesures du budget fédéral empêchant la déductibilité, à Ottawa, des redevances payées aux provinces. M. John Richards de la Saskatchewan University a déclaré qu'il avait obtenu cette information d'un rapport confidentiel du gouvernement de l'Alberta sur les effets du budget de M. John Turner sur l'industrie pétrolière de la province. Il a ajouté que l'industrie pétrolière maintiendra un taux de rendement de 9 p. cent à 10 p. cent malgré les effets combinés des redevances provinciales et du budget fédéral.

ASEA achète

ASEA Ltée et Peacock Brothers Ltée de Montréal ont conclu un accord en vertu duquel la première compagnie fera l'acquisition de la division Harland Systems de la société québécoise ASEA formant une nouvelle société pour exploiter l'entreprise Harland laquelle est en-

gagée dans la mise au point et la fabrication de systèmes de commandes électroniques destinés principalement à l'industrie des pâtes et papier. En vertu d'un accord parallèle, la compagnie-mère ASEA de Suède fera par ailleurs l'acquisition de la Harland Simon Ltée, filiale britannique de Weir Group Ltd. de Glasgow, en Ecosse.

Tarifs aériens: aucun record

La Conférence des compagnies IATA (Association du transport aérien) opérant sur l'Atlantique-nord, réunies pour tenter de définir une structure tarifaire applicable à partir du 1er février 1975, s'est séparée sans avoir pu parvenir à un résultat. La conférence devrait être reconvoquée au mois de janvier 1975, annonce un communiqué de l'IATA.

L'Iran investira dans Shell USA

La filiale américaine du groupe Shell négocie actuellement avec l'Iran une importante prise de participation de ce pays dans le réseau de distribution d'essence de Shell dans la région est (1,900 stations-service) des Etats-Unis, révélait hier le New York Times.

Cet investissement iranien, qui aboutirait à la création d'une nouvelle compagnie de distribution d'essence, est lié au résultat de négociations qui se poursuivent sur la construction en Iran, en commun par Shell et ce pays, d'une raffinerie de 500,000 barils par jour représentant un investissement de \$2 milliards.

Selon le représentant aux Etats-Unis de la Compagnie nationale des pétroliers iraniens, M. Abbas Ghaffari, une décision sur cette question devrait être prise d'ici la fin de cette année ou au début de 1975. L'accord prévoyait une garantie d'approvisionnement en pétrole brut de 15 ans pour cette installation, dont plus de la moitié de la production reviendrait à l'Iran. Shell étant le second principal participant.

Découverte majeure de pétrole au large du Brésil

Un important gisement pétrolier sous-marin, qui pourrait produire selon certaines estimations 400,000 barils par jour, a été découvert récemment à 50 milles au large des côtes de l'Etat brésilien de Rio de Janeiro. Un premier sondage effectué par une plate-forme de forage de la compagnie brésilienne Petrosbras, à 10,000 pieds de profondeur, a produit 6,000 barils de pétrole en moyenne par jour.

Si l'importance de cette découverte se confirme, le Brésil, qui produit actuellement 200,000 barils par jour pour une consommation de 800,000 barils, pourra subvenir dans les années à venir à près de 80 pour cent de ses besoins en pétrole.

Les charbonnages aux US: retour au travail lundi

Les mineurs de charbon américains pourraient retourner au travail dès la semaine prochaine s'ils ratifient, lors d'un vote à bulletin secret

qui aura lieu lundi, le nouveau contrat de travail négocié par leur syndicat (UMW). Ceci mettra fin à la grève des 120,000 mineurs qui a débuté le 12 novembre dernier et dont les effets commencent à se faire sentir sur l'économie américaine.

Le pétrole: nouvelle hausse à prévoir

La réunion de la commission économique de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) s'est poursuivie hier et, de source proche de la conférence, on indique qu'un relèvement des prix pétroliers destiné à compenser les effets de l'inflation sera probablement recommandé.

Les experts pétroliers qui composent la commission sont chargés de préparer la réunion des ministres du Pétrole qui devra examiner, le mois prochain, la structure actuelle des prix.

De même source, on se refuse à prévoir la manière dont la commission économique se prononcera sur les deux plans divergents proposés par l'Iran et l'Arabie saoudite, les deux "grands" de l'OPEP.

L'Iran, soutenu par un groupe de travail de l'OPEP, propose d'abolir la manière actuelle du double marché qui désavantage les pays membres de l'organisation par rapport aux grandes compagnies pétrolières. Il préconise la fixation d'un prix unique.

L'Arabie saoudite, de son côté, d'accord avec l'Union des émirats arabes et le Qatar, voudrait appliquer une réforme du système des prix sans attendre la réunion du mois de décembre.

la banque provinciale du canada

Résumé de l'état de l'actif et du passif 31 octobre 1974

ACTIF	1974	1973
Encaisse (y compris effets en transit)	\$ 549,488,244	\$ 424,946,286
Obligations de Gouvernements et autres titres	375,937,422	346,815,043
Prêts sur titres	23,226,384	47,481,004
Autres prêts	1,565,438,413	1,237,138,435
Immeubles	14,857,475	13,270,770
Lettres de crédit et autres éléments d'actif	27,890,771	19,935,414
Total de l'actif	\$2,556,838,709	\$2,089,586,952
PASSIF	1974	1973
Dépôts	\$2,434,531,900	\$1,972,385,145
Lettres de crédit et autres passifs	29,167,478	25,122,955
Réserves pour pertes (dont \$1,710,573 livres d'impôts)—1974 (dont \$3,131,697 livres d'impôts)—1973	18,942,661	20,218,580
Débitures émises et en circulation	15,000,000	15,000,000
Capital, fonds de réserve et bénéfices non répartis	59,196,670	56,860,272
Total du passif	\$2,556,838,709	\$2,089,586,952

État des revenus, dépenses et bénéfices non répartis pour l'exercice terminé le 31 octobre 1974

REVENUS	1974	1973
Revenus des prêts	\$ 191,274,451	\$ 125,255,608
Revenus des valeurs	25,296,599	22,373,000
Autres revenus d'exploitation	14,010,721	11,405,477
Total des revenus	\$ 230,581,771	\$ 159,034,085
DÉPENSES	1974	1973
Intérêts sur dépôts et débiteures	\$ 147,156,102	\$ 92,413,389
Traitement, contributions aux caisses de retraite et autres prestations au personnel	34,665,978	27,710,739
Frais des établissements, incluant les amortissements	10,063,489	8,589,778
Autres frais d'exploitation, incluant provision pour pertes sur prêts d'après la moyenne des pertes au cours des cinq derniers exercices	12,842,581	9,989,192
Total des dépenses	\$ 204,728,150	\$ 138,703,098
Soide des revenus	25,853,621	20,330,987
Provision pour impôts sur le revenu y relatifs	13,240,000	10,130,000
Soide des revenus après provision pour impôts sur le revenu	12,613,621	10,200,987
Affecté aux réserves pour pertes	5,000,000	3,800,000
Bénéfices nets de l'exercice	7,613,621	6,400,987
Dividendes	5,381,298	4,582,259
Montant reporté	2,232,323	1,818,728
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	264,347	620,619
Viré des réserves pour pertes	—	1,000,000
Total	2,496,670	3,439,347
Virement au fonds de réserve	2,000,000	3,175,000
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	\$ 496,670	\$ 264,347

Le vice-président et directeur général
JEAN MACHABÉE

Le président et chef de la direction
LÉO LAVOIE

Une autre année de progrès... sous le signe de l'équilibre.

banque provinciale
LA BANQUE DU MIEUX-VIVRE

Compagnies	Profits, pertes ou soldes de revenus (\$000)			Ventes ou revenus bruts (\$000)		
	Courant	L'an dernier	Var.	Courant	L'an dernier	Var.
PRENOR GROUP 9 mois 30 sept.	\$166 \$0.17	\$208 \$0.22	-20%	\$23,500	\$20,200	+16%
MULTIPLE ACCESS 1er sem. 30 sept.	\$180 \$0.06	\$185 \$0.06	-2%	\$15,700	\$8,400	+86%
CRAIGMONT MINES 4ième trim. 31 oct.	\$492 \$0.10	\$2,900 \$0.57	-83%	—	—	—
CASAVANT FRERES LTÉE année 31 aout.	\$61 \$0.29 (a)	\$62 —	%	\$4,300	\$3,500	+22%
SHEPHERD PRODUCTS LTD. 1er trim. 30 sept.	\$120 \$0.10	\$135 \$0.12	-11%	\$3,100	\$2,600	+19%
OILEX INDUSTRIES LTD. 9 mois 30 sept.	\$73 \$0.07	—	—	\$1,374	—	—
RIVERSIDE YARNS LTD. 9 mois 30 sept.	\$170 \$0.74	\$200 \$0.91	-15%	—	—	—
SIMCOE ERIE INVESTORS LTD. 9 mois 30 sept.	\$262 \$0.27	\$357 \$0.36	-26%	—	—	—
ALBERTA EASTERN GAS LTD. 3ième trim. 30 sept.	\$263 \$0.05	\$229 \$0.04	+14%	—	—	—
ALLEGHENY AIRLINES 10 mois 31 oct.	\$7,019 \$1.12	\$3,048 \$0.44	+130%	\$308,900	\$267,800	+15%
ZELLER'S LTD. 9 mois 30 sept.	\$5,594 \$0.43	\$4,762 \$0.37	+17%	\$230,651	\$192,597	+19%
ELECTROHOME LTD. 9 mois 30 sept.	\$722 \$0.22	\$2,100 \$0.68	-65%	\$80,400	\$73,700	+9%
GLOVER INC. 1er sem. 2 nov.	(\$144) —	\$642 \$0.80	—	\$79,500	\$64,600	+23%

EXPLICATIONS: Le tableau ci-dessus résume brièvement la performance des entreprises au cours d'un trimestre (trim.), d'un semestre (sem.) ou d'une année. Chaque période, identifiée sous l'entreprise, précise la fin de la période (30 sept. signifiant, dans le cas d'un trimestre, le rapport pour la période du 1er juillet au 30 septembre). Chaque entreprise marquée d'un astérisque réfère à la rubrique PERFORMANCES publiée ci-contre, afin de donner plus d'informations sur le rapport périodique d'une société ou encore d'identifier ses gains (profits) ou pertes extraordinaires. Dans la colonne des profits ou soldes de revenus (cette dernière expression est utilisée exclusivement par les banques pour définir leurs profits moins les provisions ou réserves pour pertes), une somme entre parenthèses indique une perte, qu'il s'agisse de la perte totale ou de la perte divisée par le nombre d'actions en circulation. La somme exprimée en plus petit caractère indique les profits divisés par le nombre d'actions en circulation durant les deux périodes étudiées. Quant au pourcentage de variation, il s'applique non pas sur les profits par action mais sur les profits d'ensemble.

COMPAGNIE Northern Electric, LIMITEE

AVIS EST par les présentes donné qu'un dividende trimestriel de 15 cents par action a été déclaré payable le 31 décembre 1974, aux actionnaires inscrits à la clôture des affaires le 6 décembre 1974.

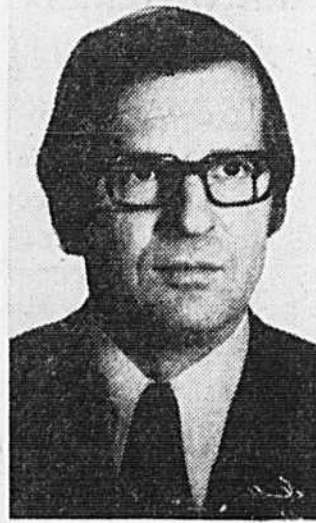
PAR ORDRE DU CONSEIL,
J.A. BORDEN REED
Secrétaire

petites annonces

EN COMMANDANT VOTRE ANNONCE, VOUS N'AVEZ QU'À DONNER VOTRE NUMÉRO DE CARTE

CHARGEX

NOMINATION LES VINS ANDRÉS DU QUÉBEC LIMITEE



Roger D. Garon

Le Dr Joseph Peller, président des Vins Andrés du Québec Ltée, est heureux d'annoncer la nomination de M. Roger D. Garon au poste de directeur de la compagnie. M. Garon est président de Aronelle Textiles Ltée ainsi que de Carrières & Bétons Richelieu Inc. Il est également directeur de plusieurs autres entreprises québécoises. Située à St-Hyacinthe, la compagnie Les Vins Andrés produit et lance sur le marché québécois une gamme complète de vins de qualité.



M. Lucien Vallières

M. Léon Gosselin

Lors d'une récente assemblée des actionnaires des LABORATOIRES OMEGA L.T.E.E., MM. Lucien Vallières et Léon Gosselin ont été élus membres du Conseil d'Administration. MM. Vallières et Gosselin sont respectivement président et vice-président exécutif de SABEX INTERNATIONAL LIMITEE. M. Lucien Vallières assume également les fonctions de président directeur général d'OMEGA.

CHAMBRE D'IMMEUBLE DE MONTREAL



MME ELSPETH BUTLER, FRI, AACI, E.A.

la future présidente de la Chambre d'Immeuble de Montréal pour 1975

Montreal, le 21 novembre 1974 — Madame Elspeth Butler, FRI, AACI, E.A., vice-présidente de la compagnie Immeubles Westminster & A.E. LePage Inc., a été élue présidente du conseil d'administration de la Chambre d'Immeuble de Montréal pour l'Assemblée Annuelle d'Élection qui a eu lieu aujourd'hui à l'Hôtel Windsor. Madame Butler est la première femme dans les annales de la Chambre d'Immeuble à être élue à ce poste. Elle succédera à Monsieur Johan Draper, FRI, de la compagnie Fiducie Canada Permanent.

Elus au comité exécutif en plus de Madame Butler: Maurice R. Faraggi, FRI, E.A., Fiducie du Québec, 1er vice-président; John H. Sullivan, SIR, CRE, E.A., J.H. Sullivan & Associates Inc., 2e vice-président; Rod R. Quesnel, Montreal Trust Company, secrétaire-trésorier honoraire; Johan Draper, FRI, Fiducie Canada Permanent.

Autres directeurs élus: Jean Beaudry, Immeubles Beaudry Inc.; M.E. Borner, FRI, SIR, Montvel Ltd.; Gary V. Caplan, B.Sc.B.A., FRI, Percy Caplan & Company Ltd.; George E. Johnson, la Compagnie du Trust Uni; Mme Simone Leblanc, Immeubles Leblanc; Sam Levy, Exdale Realities Limited; D.S. Litwin, FRI, Compagnie Trust Royal; Steve Peizler, Immeubles Westgate Inc.

l'or

Le prix de l'once d'or hier à Londres était coté en dollars américains à \$327.37 — à Paris à \$385.59 — à Francfort à \$385.41 — à Zurich à \$385.50 — à Hong Kong à \$385.86. A Beyrouth le prix du kilo était coté à \$5.003.

le dollar

MONTREAL — Le dollar américain par rapport à la devise canadienne était en baisse hier de 3-50 à 50.78 23-50 et la livre sterling en hausse de 27-100 à 52.29 3-5.

NEW YORK — Le dollar canadien par rapport à la devise américaine était en hausse de 3-50 à \$1.01 9-25 et la livre sterling de 21-50 à \$2.32 4-25.

les bestiaux

PC — Depuis le début de la semaine, sur le marché de Montréal, on a reçu 400 animaux de moins que pour la même période la semaine dernière. L'activité est faible. Les génisses, les vaches et les taureaux se vendent de \$3 à \$5 de moins. Arrivages: 110 bêtes à cornes, 170 veaux, 25 moutons et agneaux. Bouvillons, de qualité ordinaire, \$14.25-\$15. Génisses, de qualité ordinaire, \$22.25-\$25. Vaches, D1 et D2, \$18-\$21.75, D3, \$15-\$17.25, D4, \$14.75. Taureaux, \$17-\$20. On a reçu à peu près le même nombre de veaux que pour la même période de la semaine dernière. L'activité est faible dans ce secteur. Les veaux de qualités bonne et moyenne se vendent \$5 de moins. Veaux, de bonne qualité, \$50-\$50, moyenne, \$40-\$48, ordinaire, \$10-\$38, pour la reproduction, \$22-\$30-\$46. Prix des porcs de l'Ontario mardi: \$57.20.

SNC prend en mains la gestion d'importants projets au Nigéria

Les Entreprises SNC Liée, une firme d'experts-conseils de Montréal, vient de s'associer avec l'Etat du Centre-Ouest du Nigéria pour réaliser les études, l'ingénierie et la gestion des projets de développement de cet Etat, le plus important producteur de pétrole du Nigéria.

La co-entreprise, formée par l'Etat du Centre-Ouest et SNC, portera le nom de SNC (Nigeria) Ltd. La nouvelle compagnie devra étudier et réaliser un important programme d'électrification, d'approvisionnement en eau, la construction d'habitations, et d'établissements industriels de divers types.

Une équipe permanente de gestion, mise sur pied par SNC, travaille présentement à Benin, capitale de l'Etat du Centre-Ouest et à Lagos, capitale du Nigéria. Plusieurs

entreprises du Groupe SNC travaillent depuis un certain temps au Nigéria. L'une d'elles surveille la réalisation d'un important programme d'électrification rurale.

De son côté, Sorès, la compagnie du Groupe SNC qui se spécialise en études sociales et économique vient de terminer une étude de développement régional pour l'Etat du Centre-Ouest.

Soulignant que la nouvelle entreprise de SNC au Nigéria était sans doute la première du genre où des experts-conseils canadiens s'associent avec un gouvernement étranger, le président de SNC, M. Camille Dagenais a noté que le groupe qu'il dirige entend, de plus en plus, "préconiser une méthode d'approche coopérative quant au marketing de la technologie canadienne à l'étranger."

Aucun chiffre n'a été divulgué en ce qui concerne le programme de développement de l'Etat du Centre-Ouest du Nigéria. Mais ce pays d'Afrique se classe au 61ème rang des producteurs de pétrole au monde, juste avant le Canada. Il entend accélérer son programme de développement, et profiter au maximum des revenus que lui procure l'exportation de ses 2,100,000 de barils de pétrole par jour.

Le Nigéria dispose donc de \$7,665,000,000 par an pour s'offrir un programme complet de développement. L'Etat du Centre-Ouest était autrefois connu comme l'un des grands centres de commerce et d'artisanat du continent africain. Ces activités n'ont cependant pas permis de tirer le meilleur parti des

richesses du Nigéria. Les dirigeants actuels entendent, maintenant qu'ils disposent de revenus suffisants, accélérer le développement économique de leur pays, en s'associant à des techniciens étrangers.

dividendes

MERCREDI 27 NOVEMBRE 1974				
	TAUX	5% de l'action	PAIEMENT	ENRQ.
Affiliated Capital Corp.	0.39	tr	15-01-75	20-12-74
Cancon	0.29	tr	01-01-75	10-12-74
Cassidy's	0.28	tr	31-12-74	13-12-74
C. Brewer & Co.	0.30	tr	30-12-74	09-12-74
Cummins Engine Co.	0.25	tr	19-12-74	10-12-74
Cummins Engine Co. (spécial)	0.07	tr	19-12-74	10-12-74
Dalmys — Canada ("A")	0.05	s.	11-01-75	12-12-74
Dalmys — Canada ("B")	0.04	s.	11-01-75	12-12-74
Falconbridge Nickel Mines Ltd.	0.25	tr	20-12-74	09-12-74
Falconbridge Nickel Mines Ltd. (spécial)	0.10	tr	20-12-74	09-12-74
Giddings & Lewis Inc.	0.10	tr	27-12-74	09-12-74
Home Oil ("A") & ("B")	0.25	s.	01-01-75	06-12-74
Riverside Yarns ("A")	0.12	tr	02-01-75	16-12-74
Walter Kidde	0.20	tr	31-12-74	09-12-74
Wanarco of Canada	0.09	tr	21-01-75	01-01-75
Westair Foods ("A")	0.50	tr	15-01-75	13-12-74
Westair Foods ("B")	0.07	tr	27-12-75	03-02-75
Pitts Engineering (Pitts)	0.07	tr	27-12-75	03-02-75
Pitts Engineering (Pitts)	0.04	tr	27-12-75	03-02-75
Bell Telephone of Canada	0.78	tr	15-01-75	11-12-74
Eastern Provincial Airways	0.05	tr	01-01-75	17-12-74
IAC Ltd.	0.26	tr	31-12-74	10-12-74
MacLaren Power & Paper ("A & B")	0.30	tr	27-12-74	09-12-74
MacLaren Po. & Pap. (spé) ("A & B")	0.40	tr	27-12-74	09-12-74
MacLaren Power & Paper ("C & D")	0.25	tr	27-12-74	09-12-74
MacLaren Po. & Pap ("C & D") (spé)	0.34	tr	27-12-74	09-12-74

titres au comptoir

MERCREDI 27 NOVEMBRE 1974

Bell S.F. Pr	920	\$49	47
Brandy Brook	1000	8	8
Brunel Las	2000	250	225
C. Buff. Red Lk.	2500	18	18
Com G 9 F Pt	450	\$22	21 1/2
Initiative	200	125	125
Lakelyn	3057	25	20
Macdon	500	130	130
Mandarin	1000	256	25
MacFarlane Pr	20	\$38	38
Pac Nickel	10000	27	25
Que. Northwest	18000	37	33
Supersol	2100	250	237 1/2
Wireless City	300	175	175
Yellowx	1000	20	20
Bell Units	80	\$50 1/4	\$50 1/4
North Elec wts	7505	300	250

les devises

LA BANQUE CANADIENNE NATIONALE

MERCREDI 27 NOVEMBRE 1974

AFRIQUE DU SUD	Rand	1.4356
ALLEMAGNE	Deuts. M.	.4008
ARGENTINE	Livre	2.2927
AUSTRIE	Peso	1.985
AUTRICHE	Dollar	1.3034
BELGIQUE	Schilling	0.563
BELGIQUE	Franc	0.563
DANEMARK	Couronne	1.179
ESPAGNE	Peseta	1.693
FRANCE	Franc ETR.	0.176
HOLLANDE	Florin	3.61
ITALIE	Lira	0.01466
JAPON	Yen	0.00288
MEXIQUE	Peso	0.791
ETATS-UNIS	Dollar	0.974
NORVEGE	Couronne	1.322
N-ZELANDE	Dollar	1.2935
SUEDE	Couronne	0.221
SUISSE	Franc	0.271

Livraison des premiers ADAC commerciaux en 1977

TORONTO (DJ) — La compagnie de Havilland Aircraft du Canada a décidé de lancer la production commerciale de son appareil ADAC DHC-7 en assurant les premières livraisons pour le début de 1977.

Le premier groupe d'appareils produits comprendra 25 avions; ils seront du reste, les seuls appareils de type ADAC disponibles en Amérique du nord.

Un porte-parole de la société de Havilland a indiqué que les appareils DHC-7 se vendraient \$2.75 millions au dollar de 1974 et que le prix de vente comprenait tout l'équipement nécessaire.

L'avion DHC-7 est un quadrimoteur de 50 places capable de décoller d'une piste de 2,000 pieds.

De Havilland et la United Aircraft du Canada travaillent conjointement à la réalisation d'un prototype depuis la fin de 1972.

Les deux compagnies ont bénéficié d'un prêt du gouvernement représentant 80 p. cent du coût de développement de l'appareil.

Le gouvernement canadien a acquis plus tôt au cours de l'année 99.7 des intérêts détenus par la firme Hawker Siddeley dans la compagnie de Havilland.

BUFFET DU LUNCH CHAUD ET FROID \$2.75
ROASTBEEF TOUS LES VENDREDIS DE LUNDI AU VENDREDI DE MIDI A 3H P.M.
Château Madrid
1177, rue de la Montagne
861-3710

Canada Wire and Cable Limited NOMINATIONS



Le Conseil d'administration de Canada Wire and Cable Limited est heureux d'annoncer les nominations suivantes: M. J. H. Pryce, vice-président, services commerciaux. M. Pryce, auparavant vice-président aux ventes, sera dorénavant administrateur principal, services commerciaux, pour la compagnie. M. B. B. Freeman, vice-président, fils de bobinage. M. Freeman sera responsable de la division fils de bobinage de notre compagnie et travaillera à Simcoe, Ontario. M. C. J. Snelson, vice-président, produits de construction et équipement. M. Snelson sera responsable de la division produits de construction et équipement pour la compagnie. M. G. F. Smith, vice-président, ventes. M. Smith, auparavant directeur général aux ventes, relèvera de M. J. H. Pryce et sera responsable des opérations de ventes de la compagnie au Canada.

Aidez votre entreprise tout en aidant les autres.

Faites-vous un congrès pour des chaises vides?

Beaucoup de chaises vides ce matin? La veille, vos congressistes ont sans doute fait la tournée des... hic... grands-ducs. Ces choses arrivent rarement à l'Estérel. Là, en plein coeur des Laurentides, vos invités pourront se détendre, se reposer et participer à leur congrès. L'Estérel est à 50 milles de Montréal. C'est peu, mais suffisamment éloigné pour empêcher vos gens de succomber à la... oh! ma tête... tentation! La table: Nous ne nous en vantons point. Nos clients le font pour nous.

Salles modernes: Toutes les salles de conférences sont dotées de l'équipement audio-visuel le plus moderne. L'Estérel peut en loger 250 dans le confort le plus absolu.

Pour votre prochain congrès, composez 866-8224, 866-3594 (lignes directes de Montréal); appel interurbain (514) 228-2571; ou écrivez à Paul Hurtubise, directeur général, Hôtel l'Estérel, Ville d'Estérel, Cité Terrebonne, Québec.

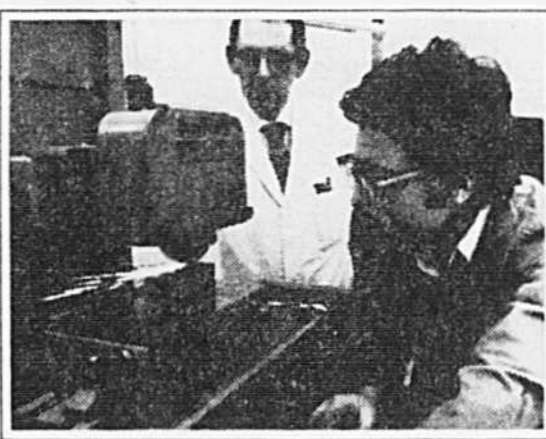
À l'Estérel ON EST D'AFFAIRES

Afin de promouvoir le développement industriel de notre pays tout en réduisant le taux de chômage, travaillons ensemble à inciter les travailleurs ayant des besoins spéciaux à trouver un emploi.

Pour ce faire, nous voulons vous intéresser à notre programme de formation industrielle.

Nous vous aiderons à organiser un programme de formation à l'intention de ceux qui, pour une raison ou une autre, ont de la difficulté à trouver un emploi stable.

Si votre entreprise satisfait aux critères d'admissibilité, le Centre de Main-d'œuvre du Canada peut payer jusqu'à 85%



Centre de Main-d'œuvre du Canada
Main-d'œuvre et Immigration
Robert Andras
Ministre

du salaire de chacun de ces stagiaires, jusqu'à concurrence de \$130 par semaine, ainsi que les coûts directs de formation.

Les autorités de la province de Québec vous aideront à établir le contenu du programme et vous serez responsable de sa réalisation.

Venez en discuter avec notre conseiller en formation industrielle au Centre de Main-d'œuvre du Canada le plus rapproché; ensemble, vous pourrez établir un programme de formation qui bénéficiera à votre entreprise et à ses nouveaux employés.

Ensemble, on va y arriver.

Économie ET FINANCES

la presse

JEUDI 28 NOVEMBRE 1974

MONTREAL

PAR LA PRESSE CANADIENNE

(Les cours ci-dessous sont donnés en dollars et les fractions en huitièmes)

Table of stock market data for Montreal, including sections for 'MERCREDI 27 NOVEMBRE 1974' and 'INDUSTRIELLES JUNIOR'.

Table of stock market data for Montreal, including sections for 'MERCREDI 27 NOVEMBRE 1974' and 'MONTREAL'.

La Bourse en bref

Summary of market activity for Montreal and Toronto, including sections for 'MONTREAL', 'Mines et Pétroles', 'Faits saillants', and 'Indices officiels B.N.Y.'.

INDICES À LA BOURSE DE MONTREAL

Table of market indices for Montreal, including 'Var. 27 nov.', 'Clôt. 27 nov.', and 'Haut 74'.

INDICES À LA BOURSE DE TORONTO

Table of market indices for Toronto, including 'Var. 27 nov.', 'Clôt. 27 nov.', and 'Haut 74'.

Comment s'y... retrouver?

Text explaining how to find stock prices in the columns, mentioning 'Le lecteur trouvera dans la première colonne...'.

TORONTO

PAR LA PRESSE CANADIENNE

(Les cours ci-dessous sont donnés en dollars et les fractions en huitièmes)

Large table of stock market data for Toronto, including sections for 'MERCREDI 27 NOVEMBRE 1974' and 'A - B'.

Large table of stock market data for Toronto, including sections for 'MERCREDI 27 NOVEMBRE 1974' and 'A - B'.

NEW YORK

PAR LA PRESSE CANADIENNE

(Les cours ci-dessous sont donnés en dollars et les fractions en huitièmes)

Table of stock market data for New York, including sections for 'MERCREDI 27 NOVEMBRE 1974' and 'A - B'.

Table of stock market data for New York, including sections for 'MERCREDI 27 NOVEMBRE 1974' and 'A - B'.

Dow Jones de clôture

619.29 + 2.03

Total des ventes : 2.700.000.

AMERICAINES

PAR LA PRESSE CANADIENNE

MERCREDI 27 NOVEMBRE 1974

Table of stock market data for American companies, including columns for company names, volume, and price changes.

l'or à terme

MARCHE DE WINNIPEG

MERCREDI 27 NOVEMBRE 1974

Table showing gold futures prices and market activity for Winnipeg.

les métaux

MARCHE DE LONDRES, PRIX EN STERLING, PAR TONNE METRIQUE

MERCREDI 27 NOVEMBRE 1974

Table of metal prices (copper, zinc, etc.) in London, with columns for metal type and price.

les obligations

PAR ACCOVAM ET RICHARDSON SECURITIES

MERCREDI 27 NOVEMBRE 1974

Table of government and provincial bond offerings, including terms and interest rates.

VANCOUVER

PAR LA PRESSE CANADIENNE

MERCREDI 27 NOVEMBRE 1974

Table of stock market data for Vancouver, listing various companies and their performance.

Large table of stock market data for various companies, including columns for company names, volume, and price changes.

CANADA WIRE AND CABLE COMPANY, LIMITED



Biographical information and company details for A.N. Fenn, including his role as vice-president.

"Ce n'est qu'une question de technologie supérieure"

Advertisement for Olivetti Editor S-14 typewriter, featuring a cartoon character and detailed text about the machine's features and pricing.

Datapac.

Une révolution informatique est dans l'air.

Préparez-vous. Lisez ce qui suit.

En février 1973, le Groupe des communications informatiques a conçu et créé le premier service de transmission numérique des données au monde: le Dataroute. Nous venons maintenant de créer un nouveau réseau de communication tout à fait révolutionnaire: Datapac, le Réseau Intelligent. Datapac a été conçu pour devenir le système universel et fondamental de traitement de données au Canada. Le premier service, le Datapac 1000, sera mis sur le marché le 1er janvier 1975.

Nous annonçons le Datapac dès maintenant afin de vous donner tout le temps nécessaire d'y penser et de vous préparer à sa venue.

Aussi, avant d'engager toute action, continuez à lire cette annonce.

Qu'est-ce que Datapac?

A sa façon de transmettre les données — il jongle littéralement avec elles — nous appelons Datapac: le Réseau Intelligent.

Les systèmes conventionnels seront bientôt dépassés. Datapac permettra les communications entre usagers sans l'aide de lignes privées directes. Son degré "d'intelligence" lui permettra de déterminer d'où viennent les paquets de données, où ils vont. Il les conduira à destination de la manière la plus efficace qui soit. En regroupant les données en paquets, ces derniers seront insérés dans la trame du réseau avec plus d'efficacité et d'économie.

Même s'il s'agira d'un réseau public, Datapac assurera autant de discrétion et de sécurité qu'une ligne privée, puisqu'il fournira des codes entrée-sortie pour chaque usager.

Datapac sera un réseau national public. Une révolution informatique.

Que signifie Datapac pour l'utilisateur?

Datapac, de par son universalité, est doué d'une souplesse incroyable. Non seulement pourrez-vous communiquer

avec d'autres systèmes, mais en plus, vous pourrez choisir les composantes de votre propre système. Datapac évitera les coûts de duplication des réseaux privés et s'imposera comme un système de communication informatique économique même aux usagers modestes.

Les coûts d'usage du réseau Datapac s'établiront d'après une nouvelle formule. Actuellement, plus la distance parcourue par les données s'accroît, plus c'est cher. Désormais, avec Datapac, les coûts refléteront essentiellement le nombre des données transmises; la distance sera un facteur moins important. Par conséquent, vous ne paierez que pour l'utilisation.

Quand Datapac sera-t-il disponible?

Datapac 1000 sera mis sur le marché le 1er janvier 1975. Il utilisera une technologie provisoire et véhiculera des communications transactionnelles. Au milieu de 1976, le réseau Datapac complet sera disponible lors de la mise en service du Datapac 1500. Il donnera alors aux usagers dont les besoins de communication sont considérables, le plein accès au Réseau Intelligent et de plus offrira de nombreux et de nouveaux services.

Le Groupe des communications informatiques vous a donné Dataroute. Maintenant, voici Datapac.

Ne décidez rien avant de nous en parler. Discutons de vos projets ensemble.

Le Groupe des communications informatiques

Bell Canada

en collaboration avec

Alberta Government Telephones
B.C. Tel
Manitoba Telephone System
Maritime Tel & Tel
NB Tel
Newfoundland Telephone Co. Ltd.
Saskatchewan Telecommunications